

Assemblée générale du 25 Janvier 1920

L'assemblée générale de la Société historique algérienne a eu lieu le 25 janvier 1920 au Musée des Antiquités de Mustapha.

La séance est ouverte, à 10 heures sous la présidence de M. Paysant. Sont présents au bureau: MM. Douël, Bévia, Carcopino, Carbonel, Yver, Ben Cheneb. Absents excusés: MM. le Dr Vidal, Esquer.

Après une allocution du président, le secrétaire général donne lecture de son rapport sur l'activité de la Société pendant l'année 1919 et le trésorier de son compte-rendu financier.

Ces deux rapports sont approuvés par l'assemblée.

La séance est levée à 11 heures.

Rapport du Secrétaire Général sur l'activité de la Société pendant l'année 1919

Messieurs,

L'activité de la Société historique algérienne n'a pas été moindre en 1919, qu'au cours de l'année précédente. Elle s'est manifestée par la tenue de réunions trimestrielles et par la publication de la Revue Africaine. Nos réunions ont eu lieu comme par le passé, à la Bibliothèque Nationale, dont l'administrateur M. Gojon, a gracieusement mis une salle à notre disposition. Ceux de nos confrères qui ont assisté à ces réunions ont eu la bonne fortune d'entendre d'intéressantes communications de M. le docteur Vidal sur l'immigration étrangère en Algérie, de M. Carcopino sur les résultats de quelques fouilles récentes, de M. Marçais sur l'historien musulman Ibn-Khaldoun. Il serait toutefois souhaitable que ces réunions fussent suivies par un plus grand nombre de membres de la Société. Nous aurions, en effet, grand avantage à nous rencontrer, à nous mieux connaître, à échanger nos vues sur les questions qui font l'objet de nos études, à profiter, enfin, des connaissances acquises par ceux de nos confrères que leurs études, la pratique des affaires ou simplement un séjour prolongé dans la Colonie ont documentés sur les

problèmes actuels ou passés de l'histoire algérienne. L'histoire n'est pas uniquement ensevelie dans les cartons d'archives. Que de détails pittoresques, que de renseignements précieux seraient sauvés de l'oubli, si ceux qui les ont recueillis consentaient à nous les communiquer dans des causeries intimes et sans prétention.

La publication régulière de la Revue Africaine a, toutefois, été notre principale préoccupation. Malgré des difficultés assez sérieuses, nous sommes parvenus à donner les quatre numéros habituels en quatre fascicules qui, nous l'espérons, du moins, n'auront ni par leur présentation, ni par leur contenu déçu l'attente du lecteur. Nous nous sommes efforcés de tenir les promesses que nous faisons l'an dernier, et nous nous sommes ingéniés, tout en conservant la haute tenue scientifique de notre recueil, à le rendre intéressant à tous par la variété des articles insérés. Nous avons fait une place aussi équitable que possible à la philosophie, au folk-lore, à l'histoire, à l'archéologie et même à la littérature, puisqu'un récent article, qui paraît avoir été goûté du public, rappelait le séjour et l'enseignement à Alger, du plus délicat de nos critiques contemporains. Nous avons analysé dans nos comptes-rendus bibliographiques les ouvrages les plus importants relatifs à la Berbérie et nous avons rassemblé dans notre Revue des Périodiques des indications indispensables aux travailleurs qui s'occupent des questions africaines. Nos efforts n'ont pas été vains et nous savons que, dans les milieux scientifiques français la Revue est appréciée de la façon la plus favorable. C'est pour nous un encouragement à persévérer dans la voie que nous nous sommes tracée et nous le ferons d'autant plus volontiers que de nouveaux collaborateurs nous offrent leur concours.

Il y a malheureusement une ombre à ce tableau : la situation financière, dont vous trouverez l'exposé dans le rapport de notre Trésorier, ne laisse pas d'être inquiétante. Les sociétés comme les particuliers subissent les conséquences désastreuses du renchérissement de toutes choses. Si nous avons pu cette année encore, grâce à la vigilance attentive de notre trésorier, boucler notre budget, nous le devons surtout à la libéralité du Gouvernement Général de l'Algérie et du Conseil de l'Université qui nous ont attribué d'importantes subventions. Nous sommes certains d'être vos interprètes en leur adressant l'expression de notre gratitude. Mais il faut envisager l'avenir et celui-ci ne se présente pas sous les plus heureux auspices. Nous avons certes le droit d'espérer, qu'en raison du but scientifique que nous poursuivons, les concours qui nous ont été accordés jusqu'ici ne nous feront pas défaut et nous aideront à franchir ce pas difficile. Pourtant la sagesse des nations recommande de compter sur soi-même plutôt que sur autrui. Notre trésorier se sentirait plus enclin à dénouer les cordons de la bourse sociale, s'il pensait

pouvoir compter sur des ressources plus importantes et plus régulières que celles dont nous disposons actuellement. Un seul moyen s'offre à nous pour résoudre ce problème d'arithmétique élémentaire : accroître le produit de nos cotisations. Nous nous sommes refusés à en élever le taux ; il faut donc augmenter le nombre de nos membres qui, depuis plusieurs années oscille autour de 120. Nous faisons appel à la bonne volonté de tous nos confrères et nous leur demandons de chercher et de recruter autour d'eux de nouveaux adhérents. Et peut être, conviendrait-il de ne pas s'adresser uniquement aux lettrés et aux hommes d'étude ; peut-être faudrait-il essayer de frapper à d'autres portes. Par delà l'Atlantique, les milliardaires n'estiment pas faire un mauvais emploi de leurs bénéfices de guerre en subventionnant des associations scientifiques ou des publications érudites. Il serait évidemment illusoire d'espérer rencontrer ici des Carneggie, des Frick et des Rockefeller. Mais, en ce pays de nouveaux enrichis, ne serait-il pas possible de s'adresser à quelques-uns de ceux que nous voyons s'ingénier à disperser en somptuosités frivoles des fortunes récentes ? Ne serait-il pas possible de leur suggérer qu'il y a quelque élégance à s'intéresser aux recherches désintéressées et que le dernier cri du luxe est peut être de s'inscrire comme membre d'une société qui ne donnera jamais de dividendes ?

Le Secrétaire général.
Georges YVRE.

Rapport du Trésorier

Les comptes de l'année 1919 font ressortir les résultats suivants :

Recettes :

Subvention du Gouvernement général.....	1.000 »	
Subvention de l'Université	1.000 »	
Cotisations (frais de poste déduits).....	1.483 30	
Vente de numéros.....	87 »	
Revenus de portefeuille et intérêts de fonds..	160.39	
Divers (vente de matériel, etc.).....	130 »	
	<hr/>	
Total.....	3.860 69	3.860 69

Dépenses :

Frais d'impression : Numéros.....	2.920 »	
Tirages à part.....	491 10	
Divers	42 75	
Frais d'envoi des numéros.....	80 04	
Frais de correspondance.....	20 60	
Timbres quittance.....	14 »	
Frais de bureau et divers.....	12 13	
Frais de recouvrement.....	42 10	
Frais de personnel.....	70 »	
	<hr/>	
Total.....	3.692 72	3.692 72

D'où excédent de recettes..... 167 97

La situation de caisse et de portefeuille s'établit comme suit :

Encaisse au début de l'année 1919 :

Numéraire	1.238 67	
Portefeuille	3.730 20	
	<hr/>	
	4.968 87	
Recettes de l'année.....	3.860 69	
	<hr/>	
Total des recettes.....	8.829 56	
Dépenses de l'année.....	3.692 72	
	<hr/>	
Excédent à la date de ce jour.....	5.136 84	
se décomposant en :		
Portefeuille	3.730 20	
Numéraire	1.406 64	

Le nombre des membres cotisants est, à ce jour, de 125, soit un bénéfice de 5 sur l'année dernière, pour une recette brute de 1.500 francs. Ce bénéfice devrait être plus important. Nos cotisations annuelles sont très loin d'assurer les dépenses correspondantes, et, sans les subventions, absorbées cette année en presque totalité, l'existence de la Société historique serait impossible.

D'autre part, contrairement aux espérances que nous formulions l'an dernier, la crise du papier, loin de s'atténuer, n'a fait que s'aggraver, et est venue se doubler d'une crise de main-d'œuvre qui rendent notre situation actuelle des plus précaires, et nous ont fait envisager un instant la nécessité de porter de 12 à 20 francs le montant de la cotisation annuelle de nos membres. Votre bureau, après mûre réflexion, et dans l'espoir que l'année 1920 verra peut-être s'atténuer une crise qui pour l'instant sévit dans toute son acuité, a décidé de surseoir à cette mesure qui pourrait avoir pour notre Société de graves inconvénients sur lesquels il n'est pas utile d'insister. Mais nous devons prévenir nos membres qu'en 1920 la Société sera dans l'obligation, pour ne pas s'endetter, de réduire le nombre des numéros de la *Revue Africaine* dans la mesure où le lui imposeront l'exiguité de ses ressources et l'augmentation de ses frais d'impression.

C'est dans cet esprit qu'elle propose à votre adhésion le projet de budget suivant :

<i>Recettes.</i> — Solde en caisse à ce jour..	1.400 »	
Cotisations	1.500 »	
Subventions	2.000 »	
Divers (revenus, numéros, etc.)	900 »	
	<hr/>	
Total.....	5.100 »	ci.. 5.100 »
	<hr/>	
<i>Dépenses.</i> — Frais d'impression (pour		
2 numéros).....	4.000 »	
Frais divers.....	500 »	
	<hr/>	
Total.....	4.500 »	ci.. 4.500 »
	<hr/>	
	Excédent de recettes.....	<u>600 »</u>

Le Trésorier de la Société,
Martial DOUEL.
